



Note non exhaustive sur plan de relance intitulé « France relance » : Beaucoup pour le capital, très peu et insuffisant pour le social et l'écologie

Inefficace, ... privant l'état, la sécu et les collectivités de recettes pour ses services publics... Bref la poursuite de la politique d'avant qui est une impasse.

Ce plan va passer par une mission budgétaire unique pour deux ans (2021-2022) et qui se sépare des dépenses habituelles des ministères.

Annonce donc d'un investissement (emprunt - dette donc) de 100 Milliards (Mds) dont 80 Mds initiés par l'Etat et les autres 20 Mds viendront de la BPI, Caisse de dépôt, ... Sur les 80 Mds de l'état, 40 Mds viendront du plan de relance européen pouvant être soumis à des réformes structurelles type retraite, marché du travail, ...

Trois axes sur 2 ans comprenant déjà des mesures annoncées ou prévues par ailleurs (Plan Ségur Hôpital, rénovation thermique, transport...)

- 30 Mds pour la transition énergétique « verdissement ». (7 Mds pour rénovation thermique dont 4 Mds pour bâtiments Publics dont universités (montant ? mais pour les seules universités la CPU estime le besoin à 7 à 8 Mds)
- 34 Mds pour les entreprises dont 20 Mds en baisse d'impôts sur la valeur ajoutée et qui profiteront aux grandes entreprises et actionnaires... (donc moins de recettes Budgets publics)
- 36 Mds pour la cohésion sociale et territoire. (Le plan Ségur hôpital de 6 Mds, 7,6 Mds bouclier anti-chômage, ... 800 Millions pour soutien aux personnes précaires soit 0.8% du plan (comprend l'alloc de rentrée scolaire, ticket Resto U et hébergement d'urgence...)

Commentaires succincts non exhaustif :

Poursuite de la politique de l'offre et qui refuse de prendre en compte que la crise économique est aussi fortement liée à une insuffisance de la politique de la demande (salaires, ...) et de la prise en compte des besoins sociaux. Plan qui sera inefficace selon certains commentaires d'économistes et journalistes (CF Godin Médiapart ou P. Artus de Natixis,...). Aucune conditionnalité sociale ou environnementale dans ce plan ou d'interdiction de licenciements...

Un volet baisse de la Tva, revalorisation des minimas sociaux et de salaires manque de façon criante. Ce volet viendrait stimuler une demande en particulier pour ceux dont les besoins élémentaires ne sont pas satisfaits. Il donnerait confiance pour certains pour transformer une épargne de précaution en consommation.

Le non-investissement direct pour les services publics est en terme notamment de non-recrutements de personnels un choix politique destructeur face aux besoins, pour la cohésion sociale et incompréhensible sauf s'il est idéologique. Ce refus d'embaucher des fonctionnaires dont des enseignants de la maternelle à l'université et cela malgré les augmentations d'effectif est à dénoncer et à revendiquer.

Pourquoi ce choix de ne privilégier que les entreprises pour lutter par exemple contre le chômage des jeunes (1,2 Mds d'aide aux employeurs d'apprentis...) ?

Poursuite du soutien aux entreprises par la baisse de cotisations et d'impôt. Il continue de façon méthodique à amputer l'état, la sécu et les collectivités de recettes pour ses services publics. Cela prépare de nouvelles attaques sur la voilure (économies à faire sur) des services publics en soulignant leurs aspects déficitaires (confère la SS).

Au moins ce pouvoir montre bien que le gouvernement peut trouver de l'argent et pourrait-on dire : prouve qu'il choisit l'investissement et donc la dette comme solution !

Pascal Anger, septembre 2020